

LYON 2020



Synthèse du groupe de travail « solidarité et dialogue »

Mars 2007



Parler de solidarité et de dialogue dans la démarche *Lyon 2020*, c'est s'inscrire dans une volonté de vivre et construire ensemble une communauté de citoyens. En effet, la solidarité n'est-elle pas ce lien fraternel qui doit lier tous les êtres humains les uns envers les autres ? Cette responsabilité mutuelle, cette dépendance réciproque devraient conduire l'Homme à se comporter comme s'il était directement concerné par les problèmes des autres, et particulièrement ceux qui sont dans le besoin.

Pourtant, les constats développés durant les séances de travail nous éclairent sur une société où s'érodent les notions de prévention, de redistribution, de droits universels et, finalement, le socle de l'État social. Ce socle commun, petit à petit, est remplacé par la responsabilité individuelle, la privatisation de la sécurité sociale et la seule prise en compte des besoins individuels ou de groupes organisés.

A cette érosion de l'intérêt général, s'ajoute celui du destin collectif. En effet, on assiste à une tribalisation inquiétante de notre société par la recherche de l'entre-soi et de stratégies d'évitement et de regroupement. Les populations considérées comme « dangereuses » sont alors mises au ban, ouvrant grandes les portes à une société fragmentée et angoissée par la crainte du déclassement.

Le risque est grand de voir définitivement disparaître cette interdépendance intergénérationnelle, base de la solidarité : chaque individu se sentant peu responsable des générations passées, peu concerné par le destin des générations futures et désintéressés par celui des plus faibles de ses semblables.

L'interrogation inhérente à nos différentes rencontres peut se poser de façon simple : Comment faire société ? Voilà une ambition essentielle pour *Lyon 2020*, car il ne peut exister de société humaine sans solidarité entre ses membres.

Contrecarrer les dynamiques d'individualisation exacerbées par la concurrence et la compétitivité à outrance est un enjeu national qui doit être une préoccupation majeure de toutes les autorités publiques garantes du « vivre-ensemble ». Pour cela nous devons affronter les engrenages qui soumettent des individus, dès leur plus jeune âge, à des parcours et des destins irrémédiables.

Donner davantage aux plus démunis, et particulièrement les jeunes, les moyens de se sortir de ces engrenages funestes et de phénomènes ségrégatifs dans lesquels ils sont enfermés est primordial. Cela demande que la politique publique se détourne de la gestion désincarnée d'un territoire pour se focaliser sur l'Homme, incarné dans un territoire, et, donc, d'imaginer un contrat social basé sur le dialogue. Faute de s'y atteler suffisamment, nous ne devons pas être surpris que les replis communautaires soient le dernier refuge de ceux laissés à la marge.

Quel est ce contrat ?

Durant les rencontres du groupe « solidarité et dialogue » de *Lyon 2020*, chacun a insisté sur l'importance d'avoir pleinement conscience que son propre sort est lié à celui de l'Autre et que l'on ne peut construire son bonheur sur la souffrance et la misère de l'Autre.

Comme le répétait inlassablement Jean Jaurès : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène ».

Ainsi, partie organique de notre société, la solidarité internationale doit contribuer à nous ouvrir à l'altérité, car il sera impossible de développer les solidarités ici sans les développer là-bas. Il sera impossible de développer les solidarités ici et là-bas si nous laissons aux seuls logiques du marché financier le monopole des relations internationales. Il sera impossible de

dialoguer autour des solidarités ici, si nous continuons à nous enrichir sur la spoliation des richesses et savoir-faire des plus pauvres.

Pour que chaque individu s'approprié cette nécessité d'un destin commun, il est impérieux de démocratiser la coopération afin de créer, à travers la solidarité, du lien entre le global et le local traversé par des perspectives, des envies communes. Par le sentiment d'appartenir à la même communauté de destin. Ici et là-bas.

Cette valorisation du sentiment d'appartenance via la solidarité internationale doit aussi permettre à chacun d'avoir le sentiment d'appartenir à un même territoire, à un même espace de vie. Nos villes contemporaines sont en effet en crise : Gentrification des centres, paupérisation des périphéries. Ces inégalités sociales reproduites spatialement sont la conséquence d'un « individualisme libéral » et d'une volonté inopérante de vouloir lier trois logiques inconciliables : la compétitivité, le développement durable et la cohésion sociale. Changer ce paradigme pour affirmer les solidarités territoriales doit être l'un des enjeux de *Lyon 2020*. Pour cela, l'Homme doit être au cœur de la réflexion.

Comme l'a énoncé Edgar Morin, « Enseigner la compréhension entre les humains est la condition et le garant de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».

C'est cette démarche humaniste qui doit faire prendre conscience que tous les hommes appartiennent à la même communauté d'intérêt. Nos villes sont hélas portées par la logique économique et ne placent plus l'homme et les valeurs de solidarité au centre de leur politique. Ces courses à la compétitivité mettent chaque jour un peu plus en péril l'inspiration citoyenne. Au contraire de « l'individualisme libéral » ce qui fonde la ville démocratique, c'est la volonté de vivre et construire ensemble cette communauté d'intérêt. Ce changement de paradigme permettrait aussi de ne plus être centré sur l'individu (comme l'est la représentation du bien-être économique) et prendrait en compte les aspects collectifs du développement social, à commencer par l'organisation sociale et les conditions de sa pérennisation.

Il faut reposer le problème de ce que devrait être une société humaine conviviale, acceptable, une société satisfaisante et non pas une société du toujours plus. L'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines doit se développer sur la prééminence du « capital social », de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peuvent en découler.

Avec son passé humaniste, Le Grand Lyon peut devenir un précurseur de la redéfinition des valeurs et de leur transmission. La promesse de construire ensemble une histoire commune, le désir partagé de transcender le collectif, la volonté acceptée par tous de dépasser, sans les effacer, les intérêts particuliers. Voici de vrais leviers de développement. Voici de vraies richesses.

En souhaitant que ces premières réflexions dans le cadre de *Lyon 2020* en soient les prémices.

Maurice CHARRIER
Vice-président du Grand Lyon
Maire de Vaulx-en-Velin

Le plan du présent rapport suit les principaux jalons de la production du groupe de travail "Solidarité et dialogue", conduit entre mai 2006 et février 2007. Après avoir rappelé le cadre de travail de ce groupe, on verra successivement l'approche globale de la question de la solidarité par le groupe, la solidarité internationale, les solidarités territoriales, les politiques de solidarité et enfin les enjeux du dialogue, terreau et paradigme de la solidarité. Des éléments de propositions sont résumés en conclusion autour des figures emblématiques possibles de cette démarche, et des supports de restitution envisageables.

Éditorial	3
Composition du groupe de travail	7
L'essentiel	9
Les postulats qui doivent fonder l'action.	9
Des mutations à accomplir	10
Contexte et objectifs	12
Contexte	12
Objectifs	12
L'approche du thème	13
Le groupe de travail constitué	15
Solidarité, de quoi parle-t-on ?	16
Une tentative de définition	16
Les tensions autour de la question de la solidarité	17
Les enjeux de la solidarité en 2020	20
La solidarité internationale, levier de développement	21
Les constats du groupe	21
Les enjeux pour 2020	22
La création du sentiment d'appartenance local au travers d'actions internationales	22
Le développement « décentralisé » et la coordination des actions internationales	22
L'accueil des étrangers	23
Quelques lignes de force pour Lyon 2020	23
La solidarité entre les territoires, condition de la cohésion	25
Les constats du groupe	25
Les enjeux pour 2020	26
Solidarité versus pauvreté	26
Solidarité, mixité sociale et ascension sociale : ouvrir les quartiers à l'agglomération et au monde, ouvrir l'agglomération aux quartiers	27
L'agglomération comme un tout : créer de la cohésion	27
Quelques lignes de force pour 2020, des valeurs communes	28
Les politiques de solidarité, de la réparation à la transformation	30
Les constats du groupe et enjeux pour 2020	30
Quelques lignes de force pour 2020	31
Le dialogue, paradigme de la solidarité	33
L'apport des partenaires et des lieux visités par le groupe.	33
Quelques lignes de force pour 2020	33
Lyon 2020, processus appliqué du dialogue, dès maintenant.	34
Les supports emblématiques de la solidarité	36

Composition du groupe de travail

Pilote politique	Maurice CHARRIER	Vice-Président du Grand Lyon
Animateur	Cyrile KRETSCHMAR	SILOE
Les membres	Jean Pierre ALDEGUER	MRIE
	Guy BABOLAT	Scop entreprises
	Henri BOTTA	INSA
	Vincent BELEY	PLIE de Lyon
	Bruno BENOIT	Institut d'Études Politiques de Lyon
	Bruno BIGOURDAN	SILOE
	Stéphane BIENVENUE,	Mairie de Vaulx en Velin
	Jean-Philippe BONAN	Esprit public
	Alain BLUM	Grand Lyon
	Bertrand BOSC	Pasteur, Mission populaire
	Françoise BRESSAT	Université Populaire de Lyon
	Jean BRUNET LECOMTE	BL Consultants
	Manuel CARRION	Enseignant Lettres, collège
	Philippe CHASLOT	Lyon Capitale
	Baadia CHEHBI	Association Diversité
	Jean CLEMENT	Économie & Humanisme
	Thérèse COROMPT	Mairie de Condrieu
	Michel DA SILVA	Mairie de Vaulx en Velin
	Michel DALON	Caisse d'Allocations Familiales de Lyon
	Jacky DARNE	Vice-président - Grand Lyon
	Marion DELINAGE	PRESTAL
	Rose-Marie DI DONATO	RESACOOOP/CIEDEL
	Monique DREVON	Mairie de Francheville
	Michel DUBOIS	Mairie de Brignais
	Michel DURAND	Paroisse Saint Polycarpe
	Brigitte FICHARD	Conseil Lyonnais pour le Respect des Droits
	Jean FURTOS	ORSPERE-ONSMP
	Renaud Gauquelin	Mairie de Rillieux
	Estelle GENISSEL	Les Petits Frères des Pauvres
	Maryse GROUSSON	Rouge Coquelicot - Vert Olive
	Nicole GUILLARD	France Info
	Dora HANNACHI	Étudiante, Vaulx en Velin
	Warda HISSAR HOUTI	ARALIS
	Hermann HUGBEKE	Retraité, La Duchère
	Bernard HUSSON	CIEDEL
	Yazid IKDOUMI	Grand Lyon
	Sonia KASSA	Étudiante, Vaulx en Velin
	Denis LAFAY	Acteurs de l'économie
	René LAMBERT	Vice-Président - Grand Lyon
	Chris LAROCHE	Lycée Doisneau
	Christian LAVAL	ORSPERE-ONSMP
	Antoine MANOLOGLOU	Cie Maguy Marin
	Jean Loup MOLIN	Direction Prospective, Grand Lyon
	Michel PEISEY	St-Etienne Métropole
	Guy PEYRETTI	Grand Lyon
	Jean POULY	Mairie de Lyon
	Claude PRUD'HOMME	Université Lyon 2
	Marie Hélène ROINAT	Photographe
	Sylvia ROSALES	Agence d'Urbanisme
	Michel ROUGE	Grand Lyon
	Christian SALLAULT	Framatome

Pascale SAPIN	Mairie de Dardilly
Pierre SUCHET	Grand Lyon
Jérôme STURLA	Association AFEV
Marie-Françoise SIMORE	AFEV
Ida TCHOBOIAN	Maison de la Culture Arménienne de Décines
Gilles VESCO	Vice-Président - Grand Lyon
A.-Camille VEYDARIER	Conseil général du Rhône
Gérard WORMSER	ENS- LSH

Que toutes ces personnes se sentent cordialement remerciées pour leur implication, leur contribution et leur engagement dans cette démarche. Une information en retour sur les éléments pris en compte par les élus du Grand Lyon dans leur vision métropolitaine sera sans aucun doute la meilleure façon d'incarner ces remerciements.

La solidarité : terme très courant du langage commun ; terme véhiculant une énergie positive et de fantastiques imaginaires ; terme suscitant inmanquablement d'âpres débats ; terme indissociable de la notion d'agglomération, de l'idée d'une communauté de destin, et donc de la « marque » Grand Lyon ; mais aussi terme polysémique et tentaculaire... A l'évidence, l'approche de la solidarité est par essence plurielle. Le groupe de travail a donc organisé ses réflexions autour de quatre thèmes : la solidarité internationale, les solidarités urbaines, les solidarités entre groupes humains, et enfin la notion de dialogue.

A l'issue du travail le groupe souhaite mettre l'accent sur trois enjeux majeurs, érigés en postulats et sur trois mutations à accomplir.

Les postulats qui doivent fonder l'action.

1- La solidarité est impossible si elle ne s'appuie pas sur un sentiment d'appartenance au territoire. Le sentiment d'appartenance au Grand Lyon est donc un point essentiel. Mais cette fierté d'une appartenance collective à l'agglomération ne doit pas être enfermante. Par ailleurs, cette fierté, ce lien qui unit les femmes et les hommes, se forge nécessairement dans l'action et dans l'entraide.

A la suite de Jean Jaurès qui répétait inlassablement « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène », on peut penser que la solidarité internationale constitue un excellent levier pour la construction du sentiment d'appartenance et de fierté. Mais ici, il apparaît absolument indispensable d'impliquer dans l'échange les populations de l'agglomération, notamment celles qui sont issues des pays avec lesquels sont bâtis les partenariats. Pratiquée dans cet esprit, la solidarité internationale est un instrument de dignité, une véritable école de la citoyenneté et un vecteur de solidarité locale. L'abbé Pierre l'avait bien compris, qui demandait aux nécessiteux d'aider les plus nécessiteux.

2- La solidarité doit se construire autour d'une vision de tout l'homme et de tous les hommes. L'agglomération se doit d'accueillir et accompagner toutes nos dimensions humaines, économiques comme sociales ou culturelles.

En effet, la seule compétitivité économique ne peut pas être retenue comme critère ultime de la bonne santé de notre agglomération. Il convient donc de mettre en place de nouveaux types d'indicateurs qui permettront de mesurer l'excellence territoriale sur les critères du développement humain et social, et pas seulement sur celui de la création de richesse.

Il en découle que la culture doit être conçue comme un pivot de la politique de solidarité de l'agglomération. Face aux risques de repli sur soi et de communautarisme, la politique culturelle de l'agglomération doit porter sur le droit à la différence autant que le droit à la ressemblance. L'accès au beau est un droit pour tous. Permettre à chaque groupe de se reconnaître par la culture, sans être stigmatisé, est essentiel en tant que démarche d'éducation citoyenne.

Il en découle également que face aux exclusions structurelles vis-à-vis de l'emploi, l'agglomération doit porter une politique de développement économique et de développement solidaire intégrée. Le développement économique ne répond pas à des lois naturelles, que ce soit le marché ou autre chose ; il s'organise autour de choix politiques qui peuvent être, ou pas, créateurs de richesses partagées, ou non. Le rôle de l'économie

sociale et solidaire, dans ses dimensions instituées autant qu'instituantes, est là, important : il appartient à l'agglomération de conforter ce secteur économique en tant que tel, mais aussi d'aider le secteur traditionnel à s'inspirer des expériences remarquables qui s'y développent.

3- La solidarité a besoin du dialogue. La France est un pays de droit, marqué historiquement par la puissance de l'État. Alors que dans d'autres pays la communauté familiale, habitante ou citoyenne constitue un premier échelon actif des liens de solidarité, en France, ces liens sont depuis longtemps assurés par l'État et les autres acteurs publics. Il s'ensuit une perte de dialogue au sein du corps social, et une distance entre ceux qui conçoivent les dispositifs de solidarité et ceux qui en bénéficient.

Notre agglomération doit donc veiller à recréer les conditions du dialogue en poursuivant les trois objectifs suivants :

- donner une reconnaissance, à travers les différents dispositifs de dialogue, aux différents groupes d'intérêt qui composent la cité ;
- faire vivre des expériences. Les comportements solidaires, comme les aspirations à la solidarités ne peuvent en effet se vivifier que par la seule réflexion intellectuelle. L'expérience, qui mobilise les sens et l'émotion est aussi nécessaire. Or, le dialogue entre personnes de conditions différentes, c'est déjà une expérience ;
- dialoguer pour échanger et s'enrichir au contact de l'autre, mais aussi dialoguer pour négocier et tenter de résoudre les problèmes. Le pragmatisme, si cher à notre agglomération, a besoin du dialogue.

Parmi les lieux ou les dispositifs de dialogue qu'il faut absolument privilégier et soutenir, on peut citer :

- les espaces intermédiaires de dialogue qui sont institués au sein des MJC, des centres sociaux, des conseils de quartier et de développement. Malgré les multiples difficultés de tous ordres qu'ils rencontrent, ces lieux et dispositifs contribuent à la rencontre, dans le cadre républicain, de gens d'horizons culturels et sociaux différents ;
- les dispositifs culturels du type du Défilé de la Biennale de la danse. Pour l'amateur qui se prépare avec d'autres et va se produire devant le public, pour le public qui admire le courage de ceux qui ont osé, le Défilé est une expérience qui ouvre et qui transforme. Ce procédé est valable à toutes les échelles et dans de nombreux contextes, par exemple à l'école au sein de la classe ;
- le dialogue entre les politiques publiques. Nous devons en effet promouvoir un développement urbain durable et intégré, prenant en compte dans un parfait équilibre la cohésion sociale, le développement économique et la protection de l'environnement.

Des mutations à accomplir

Les éléments précédents amènent le groupe de travail à préconiser trois mutations politiques pour permettre à Lyon, de former une agglomération solidaire en 2020.

1- Passer du local à l'agglomération. L'appartenance, aujourd'hui forte à l'échelle très locale (le quartier, voire la rue) et communale, doit s'incarner demain au niveau de l'agglomération. Ceci se construira autour de moments collectifs forts (les Biennales, la fête des lumières, etc.), mais aussi autour de politiques culturelles et sportives organisées à l'échelle de l'agglomération.

2- Passer du technique au politique. Les outils de solidarité urbaine, notamment dans le domaine du logement et de l'aménagement (PLH, PLU, PDU, SCOT...) doivent être plus clairement positionnés comme des leviers politiques, au-delà des seules techniques « neutres ». Des outils plus puissants comme la politique foncière, la politique fiscale ou la politique de développement économique sont à activer plus fortement comme des leviers essentiels de la solidarité d'agglomération

3- Passer du social au coopératif. Entre le marché totalement individualisant et l'étatisme local, même éclairé, mais totalement collectivisant, il y a une troisième voie possible pour le coopératif. Lieu d'expérimentation encore très timide dans l'agglomération, la démarche coopérative recèle des potentiels forts en matière de création de solidarités et de richesses : coopératives d'habitations, coopératives d'emploi, coopératives de consommation...

Contexte et objectifs

Contexte

Lyon 2020 est une démarche prospective lancée par le Président du Grand Lyon, visant à doter la Communauté d'une vision métropolitaine. Cette vision doit permettre à l'ensemble des acteurs de se projeter dans une image partagée du territoire, de ses richesses et atouts, en mobilisant les forces vives et en valorisant les initiatives qui participent à la métropole.

Huit thèmes emblématiques ont été choisis par le Grand Lyon pour mieux rassembler et distinguer le rayonnement de la métropole : les fleuves, la gastronomie, la lumière, la mode, la santé, la solidarité, le cinéma et les nouvelles images, la danse et les arts vivants. Chacun de ces emblèmes doit faire l'objet d'un travail partagé de réflexion prospective, de définition, de débat et d'affirmation d'ambitions.

La démarche, lancée en 2005 avec quatre premiers groupes de travail (gastronomie, fleuves, mode et lumière) s'est poursuivie en 2006 pour aboutir à l'expression d'une vision d'avenir métropolitaine début 2007. Des premiers grands débats prospectifs se sont tenus en juin (solidarité internationale) et en décembre 2005 (santé) ; les groupes de travail des huit emblèmes produisent leurs conclusions et recommandations début 2007 et le Président du Grand Lyon communiquera sur l'ensemble de ces productions début mars.

Objectifs

Le thème « solidarité et dialogue », dont Maurice Charrier, Vice Président du Grand Lyon et Maire de Vaulx en Velin, est l'élu référent, a démarré sa réflexion en juin 2006. Un groupe de travail a été constitué avec l'appui de la DPSA, du cabinet de Maurice Charrier et de SILOE, mobilisant différentes communautés professionnelles, pour produire autour du thème des idées et projets alimentant l'action publique future de la Communauté Urbaine.

Le groupe de travail a assuré les tâches suivantes :

- clarifier les problématiques et les leviers d'action de l'emblème ;
- proposer un cadrage de l'action publique future du Grand Lyon ;
- proposer un dispositif d'animation de l'emblème ;
- proposer des symboles et des figures emblématiques.

Le groupe de travail s'est réuni quatre fois :

- le mercredi 17 mai à Vaulx en Velin, chez l'ensemblier d'insertion PRESTAL ;
- le mardi 4 juillet à Lyon Moncey, au Centre Social Bonnefoi ;
- le mercredi 4 octobre à Rillieux, au Centre Chorégraphique National Maguy Marin ;
- le jeudi 1^{er} février 2007 à Lyon la Duchère, au Foyer Protestant de Balmont.

Le présent rapport a été soumis aux membres du groupe et validé lors d'une réunion téléphonique fin février. Le calendrier des travaux du groupe a été quelque peu précipité dans sa phase de rédaction finale et de validation, compte tenu des échéances peu anticipées de rendu définie par la présidence du Grand Lyon.

L'approche du thème

Le thème « solidarité et dialogue » a été abordé par l'équipe Lyon 2020 du Grand Lyon au cours de l'année 2005. Plusieurs constats peuvent être dégagés des débats et écrits préalables, ainsi que des échanges avec l'élu référent et l'équipe Lyon 2020.

- La polysémie du thème solidarité : solidarité publique, solidarité entre les générations, solidarité internationale, dialogue social dans l'entreprise, relation entre économique et social, insertion par l'économique, bénévolat et don, économie solidaire, action sociale, solidarité urbaine... Autant de prismes différents et complémentaires qui nourrissent et complexifient ce thème. Le groupe de travail a dû à la fois balayer l'ensemble de ce champ, nécessairement vaste dans un premier temps et choisir quelques clés d'entrée faisant véritablement sens pour l'émergence d'une vision métropolitaine : solidarité internationale, solidarité territoriale, solidarité entre les groupes humains.
- L'ancrage dans l'histoire lyonnaise autant que l'ouverture à des projets forts. Les traditions humanistes de Lyon trouvent leurs racines dans un passé foisonnant : essor culturel de la Renaissance, catholicisme social, franc-maçonnerie, création des Prud'hommes, expériences mutualistes et coopératives, création d'ONG et d'associations d'action sociale, vitalité des milieux résistants et universitaires... La structuration du thème emblématique s'est inscrite dans ces filiations historiques, mais a cherché aussi à introduire de la manière la plus cohérente des axes de projets forts pour le futur de l'agglomération : stratégie d'accueil des projets et des populations, lutte contre la ségrégation urbaine, ouverture et solidarité internationale des territoires...
- Une tension entre local et international. Les attentes exprimées par les élus sur cette thématique de la solidarité font émerger deux polarités :

une première centrée sur l'international et la capacité portée par l'agglomération de mobiliser ses talents pour venir au secours de populations lointaines.

une seconde centrée sur le local et les défis lourds auxquels l'agglomération doit faire face dans son développement, pour être solidaire de sa propre population.

Il ne s'agissait pas de choisir un mode d'entrée au détriment de l'autre, mais de faire de la relation entre les deux une tension créatrice. Le groupe a eu à dégager les principes politiques et philosophiques communs qui peuvent inspirer les deux approches, voire les marier dans l'action.

- Le dialogue, forme de processus innovant. Accoler « solidarité » et « dialogue », c'est mettre l'accent sur une des dimensions spécifiques de l'agglomération : sa capacité à transformer les conflits sociaux en opportunités de construction commune. Dialogues en humanité, Davos Social, processus de Genève en sont quelques unes des illustrations récentes. Le groupe a dû formaliser plus clairement, au delà des thématiques diverses de la solidarité, les modes de faire, les processus mobilisés pour produire du dialogue. Cette dimension n'est pas un élément complémentaire, un "supplément d'âme" à la question de la solidarité, mais bien un axe transversal, un paradigme.
- Le poids des acteurs politique, associatifs et militants. Quelques réseaux et acteurs sont, sur le thème de la solidarité, incontournables sur « la place de Lyon ». Très présents dans le débat public, ils nourrissent autant qu'ils cristallisent les positions des

uns et des autres, car ils sont à la fois débatteurs et parties prenantes. La composition du groupe de travail a été certes fonction de la délimitation préalable du champ thématique avec l'équipe Lyon 2020 et l'élu référent ; mais elle a également tenu compte de cette carte des acteurs, en reconnaissant les contributions nécessaires et en sachant mettre quelque peu à distance les intérêts en jeu. Le rôle de l'élu référent, président du groupe, comme celui des autres élus associés au groupe au fur et à mesure des travaux, a été essentiel pendant les séances et au delà.

Sur la base des expériences et expertises mobilisées dans le groupe de travail et son animation partagée, la méthodologie du groupe de travail a été la suivante :

- Sur le thème emblématique « solidarité et dialogue », les débats ont été centrés sur des enjeux forts pour les prochaines décennies, touchant à des leviers d'action propres à l'agglomération. Le défi de vivre ensemble est l'un de ces enjeux, fédérant les problématiques de la gestion des différences (lutte contre les discriminations, égalité des chances, interculturalité), de la gestion des écarts de richesse (lutte contre les exclusions, accès à l'emploi et au logement) et de l'ouverture au monde (universalité de la condition humaine, apport d'autres modèles de développement). Il fait appel à des politiques d'agglomération diverses, touchant au développement humain sur le territoire : développement social urbain, développement culturel, politique de l'habitat et du logement social, insertion socio-économique, développement économique, coopération décentralisée. L'équipe d'animation de l'emblème "solidarité et dialogue" s'est située résolument dans cette perspective, partant de ce défi global du vivre ensemble, et débouchant sur la mise en dynamique des différentes politiques d'agglomération mobilisables.
- Dans la démarche d'animation et de production du groupe de travail, l'équipe a proposé de constituer un groupe restreint (15 à 18 personnes), très divers dans sa composition (institutionnels, militants, scientifiques, candides, artistes...), s'adjoignant ponctuellement les compétences de personnes qualifiées (auditions, commande de contributions). Diverses techniques d'animation ouvertes ont été mobilisées (auditions, débat général, Métaplan, photo-langage, méthode de cas, jeux de rôle) suscitant le maximum de réactions et d'interactivités au sein du groupe et avec l'élu référent. Les documents préparatoires et comptes-rendus ont été particulièrement soignés pour aider le groupe à progresser entre les séances ; un forum de discussion sur le web pourrait être proposé pour prolonger les échanges, de même que des formes vraiment interactives de restitution, au delà de l'écrit traditionnel. Le choix des lieux de réunion du groupe, en phase étroite avec chaque thème abordé, a été l'occasion d'une démarche de partenariat spécifique avec chacun des hôtes sollicités. Ceux ci ont participé activement aux travaux du groupe et leur projet, illustré par le lieu d'accueil autant que par la démarche des structures. En dialogue avec quelques espaces et dynamiques de l'agglomération, la démarche du groupe a tenté d'allier la forme au fond, les lieux et les projets.

Le groupe de travail constitué

Le groupe de travail se devait de refléter la diversité du thème autant que rassembler des personnalités en capacité de contribuer à la production d'une vision métropolitaine. Plusieurs pistes ont guidé l'équipe d'animation pour identifier des membres potentiels :

- Diversité des professions et des milieux d'origine (professionnels, fonctionnaires, élus, entreprises, entreprises sociales, militants, chercheurs, artistes, gens de peu...)
- Contournement des militants incontournables (qui ont été audités plus qu'invités comme membres permanents)
- Qualités intellectuelles des personnes (réflexion, partage de groupe, modestie dans le propos, vision)
- Souci de la parité
- Nombre gérable pour un travail de production (18 à 20 personnes environ, assidues aux réunions)

Le groupe, même s'il a subi des défections, principalement liées aux aléas de calendrier des élus, est resté relativement mobilisé tout au long de la démarche, de mai 2006 à mars 2007.

L'équipe d'animation a été la suivante :

- Président du groupe de travail : Maurice Charrier, Vice Président du Grand Lyon, Maire de Vaulx en Velin
- Animateur et concepteur de la démarche et des supports pédagogiques : Cyril Kretzschmar, consultant senior, SILOE
- Co-concepteurs de la démarche : Jean Loup Molin, directeur adjoint, DPSA, Grand Lyon et Stéphane Bienvenue, collaborateur de cabinet, Mairie de Vaulx en Velin

Solidarité, de quoi parle-t-on ?

Une tentative de définition

La solidarité recouvre des réalités et des formes très diverses. On peut essayer d'en faire un balayage non exhaustif. Dans un premier temps, le groupe a souhaité resituer historiquement la question de la solidarité, à partir des apports de Cédric Polère.

La **fraternité** est au fondement de la solidarité. Elle a d'abord été comprise dans un sens religieux (bible hébraïque) : c'est l'idée que tous les hommes sont frères. C'est aussi un concept philosophique développé dans la Grèce antique : les hommes sont des citoyens du monde. Vers le XVII^{ème}/XVIII^{ème} siècle, la notion chrétienne est rationalisée et laïcisée : les hommes sont tous frères, non pas parce qu'ils ont le même Dieu, mais parce qu'ils sont tous de même nature. La Révolution rapproche la valeur de fraternité de la démocratie et des droits de l'homme. A la fin du XIX^{ème} siècle et au XX^{ème} siècle, la **solidarité** supplante la fraternité. En 1840, elle est employée pour la première fois dans son sens moderne par Pierre Leroux et la philosophie de la III^{ème} République sera celle du solidarisme : il faut corriger les injustices et les inégalités par la mise en place de mécanismes redistributifs (État Providence...). L'État supplante donc l'Église sur le terrain de la solidarité.

La **solidarité ouverte** doit être entendue comme solidarité universelle (tous les hommes sont de même nature), à la différence de la **solidarité fermée** qui est une solidarité restreinte, et fait partie du jeu normal des sociétés (voir Michelet, *la nation est une grande société car c'est une communauté de citoyens*). De même il faut distinguer la solidarité active (gérée directement par les individus concernés) de la solidarité contrainte ou subie (liens familiaux, dégénérescence de la solidarité active...).

Dans un deuxième temps, le groupe a tenté de définir le terme de solidarité.

Le terme solidaire vient du latin solidum, qui signifie **totalité**. Le terme renvoie donc au tout, à la totalité humaine, au partage d'un sort commun. Quand un individu adopte une attitude solidaire en pratique, il ressent du plaisir : il se sent appartenir à une communauté, il est transcendé. La solidarité tend donc à glisser vers la notion de cohésion sociale car elle en est la condition. A l'opposé, lorsque la solidarité est remise en cause, elle fait place à la manifestation de crises et d'angoisses.

Il y a donc deux dimensions dans la solidarité : celle **d'interdépendance mutuelle** (idée que le comportement d'une personne a des conséquences sur celui des autres) et celle, plus forte, de **sympathie** (exemple extrême : le terrorisme comme expression de la solidarité d'un groupe face à d'autres). La solidarité commence donc dans l'intériorité de chaque être, elle suppose la capacité de reconnaître l'autre comme un semblable et présuppose l'égalité.

Par ailleurs, la solidarité s'exprime sur une multitude de modes (comportement de consommation tel que le boycott, civilité, don...) mais elle est aussi un comportement quotidien (gestes du développement durable...).

Dans un troisième temps, le groupe a abordé quelques grands enjeux liés à la question de la solidarité.

- Autonomie versus solidarité : L'autonomie est l'idée qu'il faut se déprendre des liens imposés pour être soi. C'est une anti-valeur de la solidarité. Mais au regard de l'effritement des solidarités traditionnelles, la solidarité volontaire prend du sens et s'exerce d'avantage : au regard de l'évolution des valeurs, est-on plus ou moins solidaire qu'autrefois ?
- La solidarité de l'État : La solidarité assurantielle traverse une crise de sens et de légitimité. Ceci d'autant plus qu'elle est une solidarité qui tend à se déshumaniser par la mise en place de mécanismes impersonnels.
- Le bénévolat, le don, l'engagement : 4% de la population française donne son sang, 20% des français font des dons à la recherche, à des associations... Peut-on parler véritablement de solidarité ? Le don ne s'inscrit-il pas aujourd'hui dans une logique de consommation ? De même, il y a 12 millions de bénévoles en France, mais le bénévolat est fortement confronté à la question de la professionnalisation.
- La solidarité télévisuelle : La télévision est-elle une bonne médiatrice de « l'instinct fraternel » ? Au regard des scores d'audience et du choix des causes humanitaires concernées par les événements télévisuels autour de la solidarité, on peut en douter.
- Les ONG : Au début des années 90, le mouvement anti-mondialiste se développe. Parallèlement, Lyon se positionne comme capitale de l'humanitaire (naissance d'Handicap International, Bioforce, événements tels que la pyramide de chaussures...). Lyon et le Grand Lyon en ont conscience et se positionnent dans ce sens avec des opérations comme « Ville en ville ».
- L'économie fraternelle : L'économie sociale et solidaire représente 10% du PIB mondial (sans le bénévolat) et 53 000 emplois en Rhône Alpes. Si l'économie sociale n'est pas toujours au service de la solidarité, l'économie solidaire concerne toujours des actions engagées vers autrui, vers la production de lien social (commerce équitable, tourisme éthique...).

Le **dialogue à Lyon**, plus difficile à articuler à la réflexion initiale du groupe, est apparu comme une méthode de mise en œuvre de la solidarité. Ceci est lisible notamment au regard de la place laissée à l'ingénierie sociale dans l'histoire lyonnaise. Les forces opposées sont en équilibre, et souvent obligées de passer par cette méthode : le dialogue. Cette capacité de Lyon doit être utilisée face à la mondialisation : l'interdépendance croissante entre tous demande à être régulée, notamment par le dialogue. Pour rappel, la première association internationale créée sur Lyon (1969) est le Service de Coopération au Développement (SCD). Cette association a été la première à envoyer des volontaires qui n'étaient ni militaires, ni missionnaires sur des projets de développement dans les pays du Sud.

Les tensions autour de la question de la solidarité

Au cours des travaux du groupe dans l'approche de la question de la solidarité, plusieurs thématiques ont été soulevées :

L'institutionnalisation de la solidarité

Le fait de vivre en société et la solidarité ont été institutionnalisés, peut être au détriment de la personne. La solidarité s'applique de plus en plus de manière systématique, et nie la personne en la déshumanisant. Il y a donc une certaine perte de sens de ce qu'est et ce que doit être la solidarité aujourd'hui : on ne sait plus pourquoi on donne, et celui qui reçoit

ne comprend plus d'où vient ce qu'il reçoit. Où est aujourd'hui la frontière entre le don et l'échange ? Ne faut-il pas retravailler sur nos postures personnelles et nos raisons d'agir en matière de solidarité ?

La solidarité comme prise de conscience de sa dépendance aux autres

Les racines latines du mot solidarité sont intéressantes (*solidum*). Elles suggèrent l'interdépendance entre les hommes. La mondialisation et sa médiatisation aident d'ailleurs à cette prise de conscience que les hommes forment un tout. La pauvreté là bas a des conséquences sur l'ici. Il faut articuler la notion de développement avec celle de co-développement. La solidarité à sens unique ne fonctionne pas. Notre intérêt réside dans l'inter-culturalité et dans le fait d'être solidaire (partage de biens, d'espaces...).

La nouveauté du XXI^{ème} siècle est bien là, dans cette notion de « méta-solidarité ». Envisager une solidarité à l'échelle de l'humanité, nécessite de construire une solidarité de groupe, pour éviter les conflits entre les individus eux mêmes : être solidaire, c'est sans doute d'abord appartenir à un groupe.

Par ailleurs, il y a des territoires sur lesquels la richesse manque naturellement : défaut de services dans l'espace rural, défaut de nature dans l'espace urbain, défaut de valeurs ajoutées économiques au sud, défaut de valeurs ajoutées humaines au nord,... Dans ces cas, la solidarité s'impose d'elle-même, la prise de conscience est possible. Elle peut s'exercer dans des domaines très variés et sous des formes diverses : échanges entre personnes et territoires, aide au développement, co-développement, jumelages...

En Mongolie, beaucoup de jeunes européens, diplômés, décident de consacrer du temps à un autre pays, par choix. A leur retour en France, ils apporteront quelque chose, le brassage sera bénéfique et riche. Il existe aussi une solidarité internationale financière : les émigrés du maghreb ou de l'Afrique sub-sahélienne réinjectent des capitaux dans leur pays et permettent à leur famille de vivre.

L'instrumentalisation de la solidarité

La solidarité est-elle un objectif en soi, se conjugue t-elle avec d'autres enjeux de la société, est-elle soluble dans l'économie ? L'expression *économie sociale et solidaire*, très utilisée en France, interroge le groupe. L'économie sociale désigne traditionnellement un ou des statuts (association, mutuelle ou coopérative), porteurs d'une finalité (l'intérêt général ou le bien commun) ; elle est solidaire par essence, instituée en tant que telle¹. L'économie sociale et solidaire, dont on parle en France à partir des années 90, désigne plus récemment un projet de transformation de la société, autour du lien solidaire ; elle est solidaire à travers le sens, se donnant l'ambition d'être institutive, transformatrice.

Certaines entreprises utilisent des actions solidaires pour donner une image positive d'elle-même. AREVA, représentée dans le groupe, veut développer une solidarité envers les femmes (promotion de l'égalité hommes-femmes), envers les handicapés, comme bien d'autres entreprises engagent des actions de mécénat, de citoyenneté, de parrainage de personnes exclues des l'emploi... De tels engagements sont-ils périphériques au projet d'entreprise ou partie intégrante de la stratégie ? La solidarité est-elle un élément de bonne conscience de l'économie ou un élément central du projet économique de l'homme ? L'économie est-elle extérieure à l'homme ou ne peut-elle être, justement, qu'humaine² ?

¹ Voir les écrits d'Henri Desroches, penseur de l'économie sociale française, et son analyse sur ses dimensions institutés et institutantes.

² Voir Hugues Puel, *Economie & Humanisme*

La solidarité est aussi instrumentalisée par les hommes politiques. Elle est parfois évoquée pour justifier la lutte contre l'islamisation, le développement de quartiers en perte de repères... Il semble que ce ne soit pas là le bon référentiel argumentatif : la solidarité n'est pas un remède extérieur mais un processus partagé, elle implique une dynamique d'échange, de reconnaissance, et de respect.

Dans les quartiers populaires, il y a des luttes pour la reconnaissance et la solidarité. En 1983, il y a eu à partir de Lyon la marche des Beurs pour l'égalité et contre le racisme³. Mais la solidarité est sélective et instrumentalisée politiquement : pourquoi certains jeunes incarcérés pendant les manifestations anti-CPE ont été amnistiés à la demande de partis politiques alors que d'autres incarcérés pendant les émeutes de banlieue ne l'ont pas été ?

L'autonomie et la solidarité : des valeurs opposées ?

L'autonomie et la solidarité sont-elles deux valeurs antinomiques ? L'autonomie ne conduit pas forcément à l'individualisme et accompagner les gens vers l'autonomie peut être considéré comme un comportement solidaire. L'autonomisation ne doit pas, en tous les cas, être un prétexte pour affirmer que la solidarité est en baisse aujourd'hui. Autonomie et solidarité peuvent peut-être se comprendre comme des éléments de polarité, dont la relation est créatrice.

La notion d'individualisme a par ailleurs des aspects positifs, et d'autres qui vont contre la solidarité. Ne peut-on pas faire appel à la notion de personne pour sortir de l'impasse ? La solidarité a pour corollaire la sécurité, à la fois dans son groupe d'appartenance, mais aussi vers les autres. Comment va-t-on construire cette sécurité, sans briser les ouvertures nécessaires à l'expression de la solidarité ? Comment imaginer, dans la ville de demain, un individu libre, sûr et solidaire ? Comme un électron polarisé, l'individu autonome peut se considérer vraiment comme partie d'un tout, comme solidaire.

Les incohérences de la solidarité aujourd'hui

Il y a un décalage entre la solidarité au travers de l'économie sociale et solidaire et l'attitude de rejet croissant vis à vis de l'immigration depuis une dizaine d'années. Autrefois, le fait d'appartenir à un groupe (les ardéchois, les auvergnats, les savoyards...) était facteur d'intégration. Aujourd'hui on parle de communautarisme de manière dévalorisante. En politique de la ville, on n'utilise certainement pas assez l'apport des immigrés, des étrangers sur le quartier, alors qu'il y a des potentialités dynamiques. Le jumelage par exemple existe très peu avec des villes africaines ou asiatiques.

Par ailleurs, le monde « solidaire » est un monde disparate. Il y a beaucoup d'acteurs. La lecture en est peu claire, et compliquée. On aurait envie que les forces s'additionnent et se renforcent plus qu'elles se soustraient.

La solidarité, une valeur non évidente

On parle de solidarité alors qu'au même moment un projet de loi sur l'immigration manifestement peu solidaire est voté à l'Assemblée Nationale. La solidarité est évidente pour certains, pas pour tout le monde puisque dans notre société, il y a de multiples forces en œuvre (émancipation, autonomisation, précarisation...). Qu'est-ce que la solidarité dans ce cas : une posture individuelle ? Un construit collectif ? Une évidence ? Un combat ?

³ Voir les itinéraires de personnages lyonnais tels Djida Tazdait Benazout, Christian Delorme, Azouz Begag, Warda Hissar Houti, Rachid Taha...

Quel doit être le lien entre la solidarité et la pauvreté ? Est ce que l'un doit faire baisser l'autre ? Le rapport est peu clair. Peut être faut-il distinguer la pauvreté de la misère. Il y a quelque chose de positif dans la pauvreté, car elle peut amener au partage.

Les enjeux de la solidarité en 2020

Le groupe a souhaité, à partir de ces éclairages historiques et socio-politiques, s'appuyer sur une définition large et ouverte de la solidarité, dans la dimension prospective de Lyon 2020.

En 2020, Lyon sera une métropole solidaire :

...si une solidarité internationale et une ouverture au monde s'amplifient pour tous et pour chacun

...si la solidarité humaine se développe (entre communautés, entre domaines...)

...si la solidarité urbaine se développe (connexions centre-périphéries, accès au logement...)

...si Lyon développe des outils, et des méthodes de dialogue

- **si elle est ouverte au monde** (solidarité internationale)

Liste des items : branchée sur le monde, ouverte à la diversité, une ville ouverte sur le monde avec des quartiers ouverts sur la ville, solidarité ici/là bas, créée des pôles interculturels...

- si elle aide aux débats entre les communautés (solidarité humaine, entre les communautés)

Liste des items : construire et structurer des réseaux, chaque habitant est reconnu comme différent mais se sent appartenir à la cité, capacité d'agglomérer des solidarités, place aux personnes âgées, place à la jeunesse, accueil des migrants économiques, les citoyens se connaissent mieux entre eux, reconnaître tous ses habitants, chacun reconnaît sa place et prend ses responsabilités...

- si elle facilite l'accès pour tous aux territoires (solidarité territoriale)

Liste des items : mixité dans tous les quartiers, sentiment d'appartenance métropolitain, mixité dans chaque immeuble, gommage des phénomènes de ségrégation spatiale, développement de la mobilité ville/banlieue, offre de logement pour tous – foncier mixte...

- si elle développe le dialogue et contribue ce faisant au développement humain (solidarité citoyenne)

Liste des items : état des lieux sur les manques, porteuse d'un projet politique mobilisateur, sait écouter les souffrances, le dialogue est systématisé, donne la parole et écoute toute sa population, représentation de toutes les composantes dans les instances politiques, la parole de l'« autre »...

Ces quatre points ont guidé les quatre séances de travail du groupe entre mai 2006 et février 2007.

La solidarité internationale, levier de développement

Les constats du groupe

On dit que Lyon est une ville internationale. Mais Lyon n'a pas l'exclusivité de l'ouverture au monde. Certes, Lyon a ses points forts : la coopération internationale y est fortement développée, le paysage associatif est très varié (présence de grosses associations, telles qu'Handicap International, et de beaucoup de petites structures). 50% des communes de l'agglomération travaillent avec l'international.

Mais les nombreux acteurs du territoire agissent de manière dispersée. De plus, les actions des petites structures sont masquées par la visibilité des grandes associations. On dit que Lyon est la capitale de l'international, mais cette affirmation n'est pas portée politiquement de manière globale à l'échelle de la métropole : il y a un risque d'affichage sans véritable portage. Ce qui importe, c'est de préciser au service que quoi et pourquoi on s'oriente sur la solidarité l'international.

L'enjeu majeur de la solidarité réside dans le rapprochement possible entre la solidarité internationale et la solidarité locale, à travers l'affirmation de quelques principes d'action, d'une éthique du développement :

- Aujourd'hui, la solidarité internationale s'exerce entre des pays et des villes "jeunes" et des pays et villes "vieilles". C'est une véritable aubaine pour ces dernières !
- Il faut refuser la position impérialiste : il existe d'immenses savoirs locaux, dans tous les quartiers.
- Les sociétés sont complexes, les solidarités non homogènes et non égalitaires. La pauvreté ne génère pas la solidarité mais la misère. La solidarité engendre le développement.
- Il faut une cohérence dans le développement. Construire une école alors qu'il n'y a pas d'instituteurs n'a pas de sens. Envoyer des camions-bennes à Bamako sans travailler sur la gestion des déchets et la création d'activité et de service n'en a pas plus.
- Les enjeux financiers sont importants : la Chine et l'Inde sont les nouveaux banquiers de l'Afrique. La France comme Lyon peuvent disparaître très vite de l'échiquier international si elle n'ont rien à dire et rien à en tirer.

La notion de responsabilités partagées :

- Éviter les « bonnes actions » telles que le don d'argent : cela tue l'épargne locale.
- Éviter de se substituer aux autorités locales ne pas rendre illégitime l'action des collectivités locales.

Quatre pistes semblent dès lors à creuser :

- Associer les compétences variées pour agir à l'international : économique, social, géographique, sanitaire, technique, culturel...
- Relier les solidarités fractionnées : passer d'une logique de projets à une logique de services, c'est à dire pérenniser les actions de solidarité.
- Valoriser les savoir-faire ici comme là bas : c'est la notion de réciprocité, de construction mutuelle. Il faut apprendre à travailler ensemble, comme la ville de

Marseille a travaillé avec la ville d'Alger pour gérer les difficultés induites par l'activité de taxis algériens clandestins à Marseille.

Les enjeux pour 2020

La création du sentiment d'appartenance local au travers d'actions internationales

Le rayonnement international sera réel s'il est reconnu et approprié par les habitants. Maurice Charrier donne l'exemple de jeunes vaudais partis au Nicaragua pour réaliser des travaux d'électricité dans un musée local sous l'autorité d'un maître d'œuvre local. De retour en France, lorsqu'ils ont découvert que leur prénom avaient été gravés sur une plaque devant le musée, ils se sont sentis fier d'appartenir au même groupe. Une action commune réalisée ailleurs peut créer une forte solidarité locale.

L'expérience des Caravanières du sud est également intéressante. En juin 2001 et en octobre 2002, des femmes lyonnaises sont allées au Maroc. Elles y ont retrouvé la Caravane des Droits des Femmes. Ensemble elles ont circulé pendant quinze jours pour informer un grand nombre de femmes et de jeunes filles des droits qu'elles détenaient. Elles étaient pour cela accompagnées de conseillers juridiques et d'avocats spécialisés en droit marocain et coranique. Les femmes du nord ont découvert que si elles avaient apporté leur expérience, elles avaient aussi beaucoup à apprendre des femmes du sud. En 2004, les femmes du sud sont venues en France pour la traverser. Cette expérience est très riche d'enseignements et a permis de développer un sentiment d'appartenance par l'intermédiaire de l'échange.

Mais les expériences sont aussi parfois décevantes : la non prise en considération par l'ONU de la résolution sur l'ingérence humanitaire rédigée par un groupe de jeunes vaudais a été une grande déception pour quelques jeunes femmes participant au groupe solidarité et dialogue. La prise de conscience de la réalité du fonctionnement des organisations internationales est d'autant plus difficile à comprendre que les propositions des jeunes vaudais leur semblaient innovantes et intéressantes comme la création d'un comité d'éthique à côté du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Le développement « décentralisé » et la coordination des actions internationales

Les clivages nord/sud tout comme les clivages centre/périphérie sont des tensions qui doivent devenir créatrices et pas destructrices. Il serait intéressant que le modèle de développement s'oriente non plus vers une logique de « capitales », mais vers une logique de quartiers. Il serait intéressant de développer des villes pluri-centrées. Il s'agit là d'un véritable défi.

Le développement ne doit pas devenir anarchique pour autant : il y a aujourd'hui une multitude d'actions et de projets organisés à l'international à partir de l'agglomération lyonnaise comme en Rhône Alpes. Un état des lieux et un inventaire des initiatives serait à établir pour une meilleure visibilité et la construction d'une cohérence. Il est important de mieux connaître les réseaux pour mieux coordonner les actions.

Le groupe propose de tester la co-construction de projets entre collectivités et sociétés civiles d'ici et de là-bas, avec des objectifs à 5 ou 10 ans, avec une co-évaluation intégrant les Indicateurs du Développement Humain. Par ailleurs, l'objectif de développement que les

projets internationaux et humanitaires doivent s'assigner et s'efforcer de mettre en œuvre est celui de ne pas faire concurrence aux autorités locales. Ces dernières doivent apparaître comme légitimes.

L'accueil des étrangers

Une vraie réflexion autour de l'accueil des étrangers dans la ville doit être menée. Beaucoup d'étudiants étrangers, alors qu'ils vivent en France depuis plus de 4 ans, n'ont pas encore été invités au sein d'une famille française. Si Lyon veut se définir en tant que métropole ouverte, il est nécessaire de s'interroger sur les conditions d'accueil pour que les étrangers se sentent bien. Cela passe par une remise en cause de son propre mode de vie, de sa façon de vivre.

Certaines expériences sont plutôt positives et traduisent une certaine capacité d'adaptation. La ville de Dardilly a dû faire face à l'arrivée de 180 réfugiés d'Europe de Est. Très vite, la ville s'est organisée et a mis en place un certain nombre de services et d'initiatives telles que le transport, des services de santé.... Dans l'autre sens, il y a des étudiants étrangers turcs qui se sont organisés en association pour donner des cours de soutien scolaire à des enfants en difficulté. La mobilisation lyonnaise autour de l'accueil des Kosovars lors de la guerre de Yougoslavie a été forte, de même que les solidarités avec le Maghreb, l'Amérique Latine (Chili notamment), l'Afrique noire francophone, la Chine ou l'Asie du Sud Est sont fortes et actives.

Mais à l'heure où le droit et les règlements nationaux obligent tout résident non européen à produire un certificat d'hébergement, où l'*Aide Médicale de l'État* est difficile à mobiliser, où la recherche de logement pour un étudiant étranger à Lyon est digne d'une épreuve olympique, où les journaux internationaux vendus dans la ville ne sont qu'européens, où le patois lyonnais est plus courant chez nos gones que l'anglais, l'espagnol ou bien sûr le chinois... Lyon est-elle véritablement une ville accueillante pour les étrangers ? Et, au delà des touristes internationaux, clairement attirés par le patrimoine architectural et culinaire lyonnais unique au monde, et attirants par leurs devises, quelle devise donner à Lyon dans son peu d'ouverture à *l'étrange étranger*⁴ ?

Quelques lignes de force pour Lyon 2020

La solidarité internationale est une force de la métropole. De nombreux projets de coopération décentralisée sont portés par les collectivités, les acteurs économiques et le monde associatif. Les entreprises, comme les citoyens sont ouverts au monde et accueillent largement cultures et origines de toute la planète. Cette dimension doit être plus clairement valorisée et affichée par la métropole. La présence d'étrangers à Lyon est une opportunité économique et sociale, de même que la présence de lyonnais partout dans le monde. Cette présence doit être valorisée, dans les stratégies d'accueil et d'échange comme dans l'accès aux droits pour les personnes, au delà des obstacles réglementaires et culturels actuels.

La métropole, fidèle à sa tradition humaniste, cherche à faire de cette ouverture **un levier de développement humain**. Levier pour les peuples et les cités du monde, dans l'apport des idées et de savoir-faire de la métropole. Mais aussi levier pour les lyonnaises et lyonnais, dans l'apport de sagesse, de culture, d'expérience des autres communautés et de leur histoire. Dans le passage de l'individu au groupe, du groupe à la communauté et à la nation, et de la nation à l'international et au monde, le processus d'internationalisation est créateur d'intérêt général, d'inventivité humaine et de développement.

⁴ *Étrange étranger*, titre d'une campagne de sensibilisation de l'opinion publique française, lancée par l'Eglise Réformée de France dans les années 2000.

La métropole exprime, à travers son **ouverture au monde, une certaine éthique** qu'elle veut promouvoir :

- L'autre me grandit, par sa différence comme par sa ressemblance.
- Chaque société est complexe, et la solidarité internationale nécessite du temps.
- Les actions de solidarité internationale doivent être articulées entre elles, et intégrer les dimensions sociales et économiques.
- Le clivage Nord/Sud comme les clivages Centre/Banlieue sont à faire disparaître.
- La lutte contre la corruption et le détournement de l'aide internationale nécessite un courage politique total, de nos villes comme de notre État.

Ces valeurs conduisent à un **plan d'action** qui peut s'esquisser ainsi :

- Soutenir la mise en réseaux des expériences de coopération décentralisée et d'actions internationales sur la métropole.
- Soutenir des actions globales, respectueuses de l'organisation des sociétés et autorités locales.
- Capitaliser sur les expériences internationales de la métropole et mieux valoriser les apports qu'elles créent pour les acteurs de la métropole.
- Créer un plan d'accueil des étrangers à Lyon et au delà, appuyer l'éveil à une réelle curiosité de la ville et de ses habitants. *Lyon, ville curieuse de l'autre...*

Les expressions emblématiques qui peuvent résumer les travaux du groupe sont les suivantes :

- Un peu d'international éloigne de l'agglomération lyonnaise, beaucoup d'international en rapproche (d'après Jaurès).
- Au delà de l'aide du nord vers le sud, il y a des villes solidaires entre elles, riches de leurs apports mutuels.
- L'étranger à Lyon ne doit pas être étrange, mais lyonnais. La solidarité commence ici et maintenant, par l'accueil des étudiants, des réfugiés, des immigrés...

La solidarité entre les territoires, condition de la cohésion

Les constats du groupe

Avec l'appui de Pierre Suchet, du Grand Lyon, le groupe partage plusieurs constats autour des enjeux de la cohésion territoriale.

- **Les ségrégations spatiales ne cessent de s'accroître** : l'ouest lyonnais s'enrichit, tandis que l'est s'appauvrit. Le déséquilibre s'accroît et tend presque à devenir structurel.
- Les territoires politiques de la ville sont éparpillés un peu partout : **il y a des poches de pauvreté**. Cela pose problème dans les relations qui se développent avec le reste du territoire.
- La corrélation entre la courbe de l'évolution du chômage et celle de l'évolution de la précarité (au regard des variations du nombre de bénéficiaires du RMI et des familles à bas revenus) est loin d'être simple et univoque : quand le taux de chômage chute, la pauvreté sur le territoire s'accroît. **La lutte contre le chômage n'est pas la lutte contre la précarité et la pauvreté**.
- Les indicateurs de la politique de la ville montrent que les écarts entre les quartiers politiques de la ville et le reste de l'agglomération ne bougent pas. Il y a deux interprétations possibles à cette fixité : soit la politique de la ville est inutile, soit **elle empêche que les écarts ne se creusent davantage**.
- **Les écarts sont encore plus creusés au niveau de l'école** : dans les ZEP, on compte 5 fois moins d'enfants de cadres supérieurs que dans les autres écoles publiques.
- Les habitants des quartiers politiques de la ville subissent une **double ségrégation** : ils sont plus au chômage que dans le reste de l'agglomération et sont victimes de discriminations (nationalité, sexe, niveau de formation)
- Les études de satisfaction auprès des habitants montrent cependant une autre réalité : **les habitants des ZUS (zones urbaines sensibles) sont plus satisfaits de leur quartier que dans le reste de l'agglomération**. Ce sentiment de satisfaction s'est accru entre 1999 et 2004.
- Avec le même degré de pauvreté, certains quartiers vivent bien, d'autres mal. Les événements de novembre 2005 ont démontré cette **fragilité de certains quartiers** : certains s'embrasent à la moindre étincelle, d'autres pas, sans qu'on puisse vraiment le prévoir et s'en prémunir.
- La manière de gérer les quartiers n'est jamais neutre et a une influence sur le vivre ensemble.
- La politique de renouvellement urbain actuelle affiche comme objectif la **déconcentration de la pauvreté** par des opérations lourdes sur l'habitat : démolition/reconstruction et diversification de l'offre de logements. Elle cherche à mieux répartir la population (**mixité sociale et spatiale**) pour une meilleure intégration des populations en réintroduisant dans les quartiers politiques de la ville des investissements privés (équilibre 40% de logements privés-60% de logements sociaux)

Par ailleurs, l'analyse partagée avec Michel Rouge, du Grand Lyon également, sur la question du logement amène les analyses suivantes :

- **70% de la population du Grand Lyon a des revenus inférieurs au plafond d'accès au logement social.** Le logement social n'est pas fait pour la marge, mais pour la majorité des lyonnaises et des lyonnais.
- Les populations les plus pauvres sont concentrées sur Lyon et Villeurbanne.
- Il y a une **crise du logement accessible** : les prix ont été multipliés par deux depuis 1997. La demande de logement social est de plus en plus forte (+ 6% par an en 4 ans). Les parcours résidentiels sont bloqués et les ménages s'évadent en grande périphérie, à plus de 15, 20 voire 30 kilomètres du centre. Une piste d'explication possible : les taux d'intérêt à long terme faibles, et des masses d'argent disponibles investis dans la pierre.
- Il y a une **contradiction entre les objectifs à atteindre** : la mixité sociale et le fonctionnement du marché. Par ailleurs, il y a divergence entre l'évolution des prix et celle des revenus.
- Le mouvement d'émancipation de l'individu des contraintes de ses divers groupes d'appartenance (famille, village...) est aujourd'hui arrêté par les dysfonctionnements de l'ascenseur social. **L'incertitude du lendemain** et la **précarisation** des situations (emploi, famille...) renvoie à chacun une image de lui-même moins sûre et insécurisée. Cette impossibilité de projection de soi-même dans l'avenir génère des frustrations, réduit la confiance en soi et mène à la violence.

Les constats et risques de ségrégation, de précarisation et d'exclusion ont paru très lourds pour le groupe. Les processus de la société *post-moderne*⁵, poussant à l'individualisation des comportements, ont certes libéré les individus de bien des pesanteurs sociales et morales. Mais **ils ont fait de la ville le terrain de tous les égoïsmes**. La question de l'appartenance devient dès lors centrale pour les agglomérations de demain, qui ne doivent pas qu'agglomérer mais bien rassembler par le sens. **Ne doit-on parler alors plus de la métropole lyonnaise plus que de l'agglomération lyonnaise ?**

Les enjeux pour 2020

Solidarité versus pauvreté

La thématique de la solidarité est différente de celle de la pauvreté. Pauvreté ne signifie pas manque de solidarité. Par exemple, il y a des villes, comme Marseille, où le niveau de pauvreté est fort (51% des foyers sont non imposables⁶) et où, comparativement à Lyon, la solidarité semble plus forte. Ces deux thèmes se recoupent, mais ne se superposent pas.

De plus, les critères pour mesurer les écarts entre les populations sont trop économiques. La pauvreté est multidimensionnelle : elle est affective, psychologique, économique, sociale, culturelle ; elle est une construction sociale, un ensemble de représentations individuelles et collectives. Il faut appréhender la solidarité non uniquement au travers d'indicateurs de richesse économique⁷ : les analyses doivent être plus fines.

Par contre, l'existence de déséquilibres et de ségrégations économiques pose la question de la solidarité à une échelle globale, et non à une échelle purement inter-personnelle. Ceci nous invite à interroger les mécanismes de production de ces déséquilibres, et de

⁵ Voir Jean-François Lyotard *La condition post-moderne*, ou plus récemment Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*.

⁶ Source : Les chiffres clefs dans les Bouches du Rhône, Observatoire économique, CCI, édition 2005.

⁷ Voir Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, 2005.

redistribution des richesses. L'existence de la pauvreté est le signe du dysfonctionnement de la solidarité étatique, redistributive.

Solidarité, mixité sociale et ascension sociale : ouvrir les quartiers à l'agglomération et au monde, ouvrir l'agglomération aux quartiers

Les ségrégations spatiales et sociales ne cessent de s'accroître. Face au risque de creusement des écarts et de ghettoïsation, la mixité sociale se veut être un nouvel outil : en mixant les populations, on décroïssonne les pauvretés et on établit plus d'égalité des chances.

La mixité sociale et ses réaménagements urbains (démolition/reconstruction...) peut paraître surprenante au regard du degré de satisfaction exprimé par les habitants des quartiers politiques de la ville : pourquoi démolir des immeubles dans lesquels les gens ont été heureux ? Dans les quartiers, s'il y a des gens qui « s'en sortent », d'autres ne le sont pas du tout. La concentration des pauvretés entretient ce déséquilibre et l'accroît. De plus, la notion de bien être et de satisfaction est très variable d'un individu à un autre. Certains diront qu'ils vont mal, alors qu'ils vont bien, et vice versa : tout dépend du référentiel dans lequel on se place.

La notion de mixité sociale est étroitement liée à la question de l'ascension sociale. Comment faire fonctionner l'ascenseur social si les populations restent entre soi ? Si l'accès à un autre possible est fermé ? Lyon sera une ville solidaire si elle donne à chacun l'occasion et les conditions de choisir, si elle offre la possibilité d'ouvrir les quartiers à la ville et au monde, et d'ouvrir la ville aux quartiers.

La problématique de la mixité sociale et du renouvellement urbain ne doit pas être déconnectée des habitants des quartiers et avoir lieu sans eux. On ne fait pas le bonheur des gens malgré eux. La question doit leur être posée : que voulez vous ? Il semble que la solidarité de proximité au sein du quartier peut bien fonctionner : les gens se déclarent satisfaits de vivre dans leur quartier, dans la majorité des cas. Mais c'est à une autre solidarité qu'il faut faire appel : celle entre le quartier et les autres territoires, pour que les possibles s'élargissent, pour que les enfants de ces quartiers puissent faire leur choix de vie comme enfants des quartiers, de la ville comme du monde.

L'agglomération comme un tout : créer de la cohésion

La métropole doit se voir et se donner à penser comme un tout : la métropole lyonnaise sera solidaire si elle réussit à investir une multitude de champs créant les conditions de la solidarité : les transports, l'éducation, la santé, le logement... Il faut orienter des actions qui permettent aux habitants de vivre au niveau de l'agglomération, c'est à dire de se mouvoir dans l'agglomération, de sortir du quartier et d'y revenir sans soucis : tarification plus accessible des transports, maîtrise du foncier, accès facilité à la santé..... Il faut donc donner une unité à la ville, et permettre à chacun de s'épanouir. Il doit y avoir une vie collective au niveau de l'agglomération. C'est cette vie collective qui rendra la métropole visible.

La thématique du logement a été particulièrement abordée et a fait l'objet de nombreuses remarques. Il semble impératif de maîtriser l'évolution du foncier pour son accès au plus grand nombre. L'accès au logement est un droit, mais les lois du marché excluent de plus en plus de personnes : il faut réfléchir aux moyens de rendre compatibles le marché et la nécessité pour chacun d'entre nous de se loger.

Par ailleurs, le sentiment d'appartenance à la métropole ne sera renforcé qu'au travers du contact avec l'autre, par la culture, le sport, le loisir, le travail accessible à tous. Cela impose la mise en place d'une réflexion sur la relation à créer entre le centre ville et les périphéries.

Quelques lignes de force pour 2020, des valeurs communes

La solidarité passe par la reconnaissance de l'autre comme un égal. Les actions de mixité sociale et de rééquilibrage de la population incitent à la redécouverte de règles communes de vie.

Ces règles de vie, identiques pour tous, sont la chaîne qui soutient la solidarité ; elles en sont le liant. Cette chaîne doit être soutenue par une action globale.

Il faut porter une attention permanente, être en veille : vérifier sans cesse que des conditions égales d'accès soient là, que les rouages fonctionnent... Cela passe par le dialogue, par le dialogue réciproque et par la découverte de nouveaux modes de participation. Il faut s'arrêter sur ce qui sépare et ce qui rassemble, et trouver d'autres regards.



Le creusement actuel des écarts ne facilite pas cette tâche. La répartition inégale des richesses sur les territoires et entre les populations pousse à l'incompréhension de l'autre dans lequel on ne se reconnaît pas. Lyon sera solidaire si elle travaille sur le sentiment d'équité et d'égalité. Chacun doit se responsabiliser, délégitimer les discours d'exclusion pour tenter d'en comprendre les rouages et prendre conscience de ses devoirs envers les autres : nous sommes tous interdépendants les uns vis à vis des autres.

Dans le plan d'action et l'agenda politique possible pour incarner cette vision, les leviers suivants sont esquissés par le groupe.

- **Passer du local à l'agglomération** : l'appartenance, aujourd'hui forte à l'échelle très locale (*je suis des Buers...*) ou communale (*eux à Francheville...*), doit s'incarner demain au niveau de l'agglomération (*nous grand-lyonnais !*). Des moments forts de construction partagée et de réel échange inter-locaux sont à privilégier dans ce sens : défilé de la Biennale de la Danse, 8 décembre articulé entre les territoires...
- **Passer du technique au politique** : les outils de solidarité urbaine, notamment dans le domaine du logement et de l'aménagement (PLH, PLU, PDU, SCOT...) doivent être plus clairement positionnés comme des leviers politiques, au delà des seules techniques "neutres". Des outils plus puissants comme la politique foncière, la politique fiscale ou la politique de développement économique sont à activer plus fortement comme des leviers essentiels de la solidarité d'agglomération.
- **Passer du social au coopératif** : entre le marché totalement individualisant et l'étatisme local, même éclairé, mais totalement collectivisant, il y a une troisième voie possible pour le coopératif. Lieu d'expérimentation encore très timide dans l'agglomération, la démarche coopérative recèle des potentiels forts en matière de création de solidarités et de richesses : coopératives d'habitations⁸, coopératives d'emploi, coopératives de consommation...

⁸ A l'image des **Castors** des années 30 en France, des coopératives d'habitations québécoises ou des *housing associations* britanniques

Les expressions emblématiques qui peuvent résumer les travaux du groupe sont les suivantes :

- L'agglomération doit être solidaire ici et maintenant, en refusant de considérer la pauvreté comme une fatalité.
- Le quartier est le lieu privilégié de la solidarité au quotidien, l'agglomération doit devenir le lieu de promotion de l'égalité.
- L'agglomération est un espace de vie où cohésion sociale, coopération et reconnaissance de l'autre peuvent se féconder mutuellement.

Les politiques de solidarité, de la réparation à la transformation

Les constats du groupe et enjeux pour 2020

Le travail du groupe sur le cas *21 mai 2020*⁹ a permis de pointer les éléments de tensions et opportunités de développement des politiques de solidarité pour l'agglomération à 10 ans. Il a fait émerger la nécessité d'une contribution plus politique du groupe à la démarche Lyon 2020, autour de stratégies de changement plus que d'un accompagnement des situations individuelles et collectives.

- **La ville est un espace de conflits.** Entre les communautés, entre les territoires (est/ouest, centre/périphérie..), entre les acteurs aux enjeux divers (habitants/élus, entreprises/salariés, "inclus"/"exclus...), tout est question d'intérêts, et peut se cristalliser autour de rapports de force et de conflits. Au delà, ce sont les agglomérations elles mêmes qui sont en compétition à l'échelle européenne et mondiale, pour attirer les activités économiques, les échanges, les projets humains, mais aussi les pauvretés, qu'elles soient matérielles ou intellectuelles... La prospective dessinée par l'analyse du groupe sur le cas *21 mai 2020* nous montre que cela peut être pire que nos scénarios déjà noirs.
- **La solidarité est un processus d'émergence des pouvoirs locaux.** Créer des appartenances sur les territoires, au delà des coalitions d'intérêts ponctuels, permet de générer des collectifs porteurs d'intérêts plus généraux. Ces collectifs, appuyés par l'agglomération pour exister, doivent peu à peu se positionner en égaux dans la négociation entre eux et avec les acteurs publics et économiques. C'est une des conditions de la résolution de tout conflit : la constitution des parties et la garantie de leur égalité dans le débat. Des animateurs sociaux¹⁰, des passeurs de ville ou passeurs de monde doivent contribuer à l'émergence de ces pouvoirs et à l'organisation des négociations entre ces pouvoirs.
- **La politique de solidarité doit pousser les pouvoirs locaux à entrer dans une dynamique de conflit/coopération.** La gouvernance urbaine, orchestrée par les élus de l'agglomération, s'appuie sur les énergies exprimées par les groupes d'intérêts, pour encourager une démarche positive de conflit/coopération¹¹. La gestion de périodes alternatives de tension et de détente entre les groupes, communautés, territoires de l'agglomération est un des éléments centraux de la politique de solidarité de l'agglomération. Ceci n'est possible que dans une perspective à la fois pragmatique et de long terme, maniant à la fois intérêt général et intérêts particuliers, gestion de l'urgence et action politique de longue haleine, responsabilité globale pour tous et capacité de regard sur soi.

⁹ Voir annexe n°1. Ce cas a été rédigé pour placer le groupe dans une situation prospective, simulant la position d'un vice président aux solidarités du Grand Lyon en mai 2020, quelques jours après une alternance politique importante dans l'agglomération.

¹⁰ Voir "L'animateur social" ("Rules for radicals", 1971), de Saul Alinsky

¹¹ Voir notamment François Perroux "*Pouvoir et économie*" Bordas 1973.

Quelques lignes de force pour 2020

Les recommandations du groupe, et notamment des élus présents autour du cas 11 mai 2020 esquissent assez bien les éléments de recommandation du groupe pour la politique de solidarité à l'horizon 2020.

- **Il n'y a pas de politique solidaire d'agglomération sans ressources d'action publique.** Ces ressources sont fiscales d'abord, et nécessitent une mise en commun plus approfondie des bases fiscales sur l'agglomération ; elles engagent également un débat public, qui n'est que très légèrement esquissé aujourd'hui¹², sur le rôle de l'impôt, qu'il soit national ou local, dans la production de la solidarité. Elles sont également électives, et nécessitent de trouver, par le scrutin direct ou par toute autre voie, une plus forte légitimité des élus communautaires. Elles doivent sans doute aussi mieux explorer les chemins nouveaux de la gouvernance urbaine : relation élus communautaires/élus communaux, relation Conseil de Développement/Conseils de Quartiers, démarches contractuelles généralisées entre agglomération et conférences des maires (CUCS, Contrats Éducatifs Locaux, Contrats Enfance/Jeunesse, Contrats Locaux de Prévention et de Sécurité...)...
- **Le logement, l'emploi, la mobilité doivent être des droits créances autant que des droits opposables** sur l'agglomération. Face à la crise totale du logement dans les villes européennes et occidentales, à laquelle Lyon n'échappe pas, l'application du droit au logement opposable est un défi considérable à relever. Face aux exclusions structurelles vis à vis de l'emploi, l'agglomération doit porter une politique de développement économique et de développement solidaire intégrée. Le développement économique ne répond pas à des lois naturelles, que ce soit le marché ou autre chose ; il s'organise autour de choix politiques qui peuvent être, ou pas, créateurs de richesses économiques partagées, ou non. Le rôle de l'économie sociale et solidaire, dans ses dimensions instituées autant qu'instituantes, est là important : il appartient à l'agglomération de conforter ce secteur en tant que tel, mais aussi d'aider le secteur économique traditionnel à s'inspirer des expériences remarquables qui s'y développent. L'accès à l'ensemble des territoires de l'agglomération, à des conditions économiques, temporelles et environnementales supportables et durables, est enfin un enjeu essentiel.
- **La culture doit être le pivot de la politique de solidarité de l'agglomération.** Face aux risques de repli sur soi et de communautarisme, la politique culturelle de l'agglomération doit porter prioritairement sur le droit à la différence autant que le droit à la ressemblance : l'accès au beau est un droit pour tous, permettre à chaque groupe et chaque communauté de se reconnaître par la culture, sans être stigmatisé, est essentiel en tant que démarche d'éducation citoyenne. Rassurer chacun sur son identité de proximité autant que sur son appartenance à un ensemble plus vaste est un impératif citoyen et politique. Dans le sens du travail du groupe, la culture doit être entendue de manière globale, comme l'ensemble des éléments contribuant au développement du capital social des individus et des communautés : éducation, arts, expression, spiritualité, projets... La revendication locale et nationale de droits créances (logement, emploi, mobilité) doit aller de pair avec une politique ambitieuse du développement humain et du développement communautaire¹³ : les droits sans le développement créent l'assistanat, le développement sans les droits crée l'iniquité.

¹² Voir la récente pétition lancée par Alternatives Economiques, et reprise dans Libération du 6 février 2007, concernant l'impôt, et signée notamment par Jacques Delors, Jean Baptiste de Foucauld, Dominique Méda, et la lyonnaise Geneviève Decrop. www.alternatives-economiques.fr/petition.

¹³ Le développement communautaire, ou community development, a été particulièrement expérimenté et théorisé dans les zones urbaines sensibles d'amérique du nord (grandes villes de la côte est des Etats Unis et Montréal).

- **La solidarité est un levier essentiel pour éviter une marchandisation par trop excessive de la ville.** La politique est un vecteur efficace pour conjuguer, dans la paix sociale et le souci du développement humain, les rapports de force. Il faut se garder d'une technocratisation progressive de la politique, d'une approche pseudo-scientifique qui lisserait les projets humains et les banaliserait dans une évaluation économique par trop orthodoxe. Dans la logique du groupe de travail, afficher l'agglomération lyonnaise au "top quinze" des métropoles européennes n'a de sens que si l'échelle des valeurs utilisée pour cette mesure est véritablement humaine. A l'image du pari européen d'un *espace hautement compétitif sur le plan économique et social*, l'agglomération lyonnaise peut se hisser au rang des territoires les plus attractifs en Europe, si ses politiques de développement sont réellement ambitieuses dans leur contenu solidaire. La véritable compétitivité territoriale, c'est la capacité des acteurs à s'ouvrir les uns aux autres.

Les expressions emblématiques qui peuvent résumer les travaux du groupe sont les suivantes :

- La solidarité de l'agglomération se construit par un engagement politique de long terme, et la mobilisation de moyens conséquents, sur les plans humains comme fiscaux.
- Le défi d'un toit pour tous, le pari de l'emploi pour tous, le projet d'une ville ouverte à chacun.
- Les leviers de la compétitivité territoriale de l'agglomération à l'échelle européenne et mondiale : un processus global de développement humain et commun.

Le dialogue, paradigme de la solidarité

L'apport des partenaires et des lieux visités par le groupe.

Les lieux et partenaires rencontrés par le groupe tout au long de son périple ont, de fait, dressé un portrait sensible des conditions du dialogue sur l'agglomération.

- A Prestal (Vaulx en Velin), la démarche d'un ensemblier d'insertion montre que le dialogue entre clients et fournisseurs est créateur de solidarité. Un traiteur entreprise d'insertion crée de l'emploi pour des personnes en risque d'exclusion, crée du lien entre les salariés en insertion et les clients, crée des ouvertures professionnelles dans la profession. L'insertion professionnelle, c'est l'égalité dans la possibilité d'un avenir.
- Au Centre Social Bonnefoi, la création d'un nouvel équipement socio-culturel de quartier, inscrit dans l'histoire des habitants et de leurs trajectoires, notamment immigrées, est un levier de développement communautaire. Espace intermédiaire entre les institutions locales, les groupes sociaux et les individus, le Centre Social est un des lieux de la création d'une culture solidaire.
- Au Centre Chorégraphique Maguy Marin, la construction, en pleine zone urbaine sensible, d'un équipement culturel de dimension nationale à grande qualité architecturale et culturelle, est un *phare à longue portée*. La culture peut être partout et pour tous, et pas uniquement dans l'hyper-centre et pour les élites. Comme le Défilé de la Biennale de la Danse, le CCN est le lieu du lien entre les personnes, entre les quartiers, entre les sensibilités.
- A la Mission Populaire à la Duchère, la vie et l'histoire du Foyer Protestant épouse la vie et l'histoire du quartier. Unis par le destin du rapatriement, chrétiens, juifs et musulmans, français et algériens, cadres et ouvriers ont appris à vivre ensemble dans un immense ensemble urbain. Projetés dans un Grand Projet Urbain qui les dépasse encore quelque peu aujourd'hui, habitants déshérités de la Duchère et militants humanistes de l'agglomération tentent de nouer les fils d'un dialogue permanent entre confessions, convictions et professions.

Quelques lignes de force pour 2020

Le jeu de rôle "*Lycée Imoteph*¹⁴" a permis au groupe d'éprouver en son sein la question du dialogue, comme élément structurant de la mise en œuvre d'une réelle politique de solidarité au sein de l'agglomération.

¹⁴ Le jeu de rôle *Lycée Imoteph* a été créé spécifiquement pour le groupe Lyon 2020 solidarité et dialogue par l'équipe de SILOE, à partir de la situation concrète d'un projet de création d'un lycée confessionnel en France. Il met en scène les différents protagonistes d'un tel dossier dans des enjeux tout à fait imaginaires. Voir annexe 2.

Au sein de la gestion des conflits, constitutive de la gouvernance de l'urbain, **la structuration des règles de négociation**, des protocoles, est essentielle. Ces règles peuvent s'appuyer sur quelques principes assez clairement repérables :

- L'affirmation et la garantie du principe **d'égalité de traitement** et d'équité dans l'arbitrage éventuel.
- L'affichage clair des **enjeux et valeurs de références** de chaque groupe d'intérêt.
- La formulation d'un **projet commun possible à terme**, permettant à chaque groupe de se positionner et d'imaginer des compromis.
- La reconnaissance des **acquis de chaque étape de négociation** et la recherche de conciliation entre les positions des groupes, tout en maintenant pour l'agglomération une position ferme.

Les compétences de conduite du changement au sein de situations de conflits d'intérêts deviennent critiques pour tous les élus et techniciens qui vont s'engager demain :

- L'affirmation argumentée de la **légitimité de la médiation** mais aussi de **l'arbitrage** de l'agglomération dans les domaines de la solidarité, au delà des traditions régaliennes de l'État.
- L'intégration des histoires personnelles et collectives dans la gestion de la négociation, et l'identification notamment des **nœuds de développement** ou de blocage.
- L'inscription des démarches de conduite du changement **dans la durée**, nécessité l'émergence d'alliances improbables, de la vertu du temps, du **travail sur la promesse** d'un objectif dans lequel tous peuvent se reconnaître.

Lyon 2020, processus appliqué du dialogue, dès maintenant.

Ce travail final du groupe donne lieu à des suggestions sur les modalités de communication et de mise en dialogue de sa production.

- Les propositions du groupe sont de formes et d'intensité multiples, face à un processus de création et une thématique protéiformes. Sans doute l'écrit linéaire ne donne pas suffisamment de relief et d'interactivité. Le groupe est désireux de prolonger l'expérience à travers l'expérimentation de **supports plus dynamiques de réflexion et de restitution** : montage hyper-texte et/ou audio-visuel, démarche d'expérience vécue, visite commune de sites, exposition interactive, blog sur l'agglomération...
- Au delà, la production pérenne des solidarités de la métropole nécessite la mise en œuvre de **processus de concertation éprouvés**, respectueux des sensibilités des différentes parties prenantes et dépassant les recettes traditionnelles de la communication publique. Ceci nécessite des méthodes à promouvoir pour aboutir au consensus, des publics à solliciter, y compris les plus en marge aujourd'hui, des moyens spécifiques à mobiliser, publics comme privés.
- Le groupe a tenté **quelques liens avec d'autres travaux sur d'autres emblèmes, ainsi que d'autres dispositifs prospectifs** (SCOT, SRADT, Contrat de Projet...). Ces tentatives restent néanmoins très sporadiques et modestes, et nécessiteraient d'être beaucoup plus travaillées. Il suggère une initiative de regroupement des groupes de travail des 7 emblèmes.

- Sans doute est-il nécessaire de faire travailler, sur la base des contributions de fonds du groupe, et après un tri par le Grand Lyon, des créatifs et des communicants. A l'image d'une Mutuelle qui communique sur la solidarité début 2007 (Et si la solidarité était la meilleure façon d'exister ?), un tel dossier mérite un soutien en **stratégie de communication,... et de dialogue**.

Les supports emblématiques de la solidarité

Au travers de l'exercice du photo-langage, le groupe a dégagé quelques grandes lignes forces concernant la production de symboles métropolitains sur le thème de la solidarité autour des trois axes :

L'appropriation du thème par la métropole lyonnaise

Le rayonnement international

Le sentiment d'appartenance local

La production d'une vision métropolitaine autour d'emblèmes et de symboles n'est pas un exercice évident : elle pose quelques questionnements dans la mesure où la solidarité est perçue par le groupe de travail comme un concept multidimensionnelle, complexe, et global. Il n'est donc pas simple d'en donner une image à la fois claire, lisible et totale au travers d'un seul emblème. Aucune photo n'est donc ressortie comme dominante du photo-langage, toutes ont été considérées comme porteuses d'au moins un aspect de la solidarité.

Le groupe a re-situé son travail au regard d'autres chantiers emblématiques de Lyon 2020, et d'autres symboles mobilisés par d'autres groupes de travail

La lumière

La fête des lumières et le lampion (symbole)



La gastronomie

Faire du Bocuse d'or à Lyon ce que les Oscars sont au cinéma

Bocuse d'Or

La santé

Charles Mérieux vaccinant les enfants : photo emblématique de l'image internationale de Lyon, de sa fierté locale et du progrès scientifique



Les bancs publics symbole du vivre ensemble.



Autour de la solidarité, cinq axes ont émergé dans ce travail symbolique :

- la dimension humaine
- la dimension spatiale, territoriale
- la dimension temporelle
- la dimension festive
- la dimension spirituelle

La dimension humaine de la solidarité

Personnes âgées, handicapés, parrainage



La solidarité a lieu entre des hommes, tous différents : personnes âgées, handicapés, enfants, les exclus, les femmes.... La solidarité évoque l'idée d'intérêt et d'attention pour l'autre. La solidarité, c'est sortir de l'individualisme pour poser le regard sur l'autre. C'est le contraire de l'indifférence.

La dimension spatiale de la solidarité

Le tramway Léa, les ponts du Rhône, le banc



Les infrastructures, l'architecture, l'aménagement du territoire participent de la solidarité dans la mesure où leur organisation rend possible les occasions, les lieux et les temps d'échanges. Ce sont les moyens techniques et matériels de la solidarité. L'architecture impose son image, et suscite l'envie d'être là ou ailleurs. Les transports facilitent le décloisonnement des espaces et la mobilité des personnes et des idées. Le banc, objet contemporain de la ville, symbolise l'échange et le savoir-vivre ensemble : il est le lieu où tout le monde peut venir s'asseoir, observer, discuter.

La dimension temporelle de la solidarité

Les cimetières



Le cimetière est un lieu de mémoire, il réunit toutes les personnes du passé ayant contribué à construire la ville, à fabriquer du lien. La solidarité est donc également temporelle, elle évoque les liens tissés au travers du temps qui inscrivent à la fois chacun d'entre nous dans une histoire singulière et collective, et qui en même temps nous propulsent vers l'avenir.

La dimension festive de la solidarité

Biennale de la danse, fête des voisins, manifestations, le sport...



Certaines manifestations témoignent de moments forts de solidarité : certaines sont propres à Lyon (Biennale de la danse, fête des lumières..) et contribuent à la création d'une identité lyonnaise ; d'autres sont nationales ou internationales (manifestations, fête des voisins) et permettent autant de créer des liens à distance (sentiment national, international) qu'à proximité (entre des personnes vivant sur le même territoire).

La dimension spirituelle de la solidarité : les valeurs et symboles

Échange, partage, prise de temps, reconnaissance



Les figures emblématiques

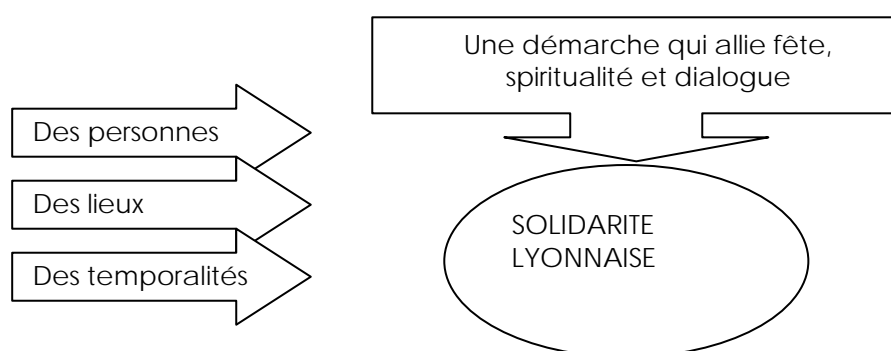
Coluche, l'Abbé Pierre



La solidarité, c'est aussi des valeurs d'échange, de partage. C'est s'arrêter sur l'autre, et prendre le temps d'échanger avec lui. La solidarité est donc très liée à la notion de reconnaissance et de sentiment d'appartenance : on se sent lié à l'autre si on le reconnaît.

Par ailleurs, des hommes ont porté des combats en faisant appel aux valeurs de la solidarité : ces combats sont d'ailleurs souvent encore d'actualité. Coluche, l'abbé Pierre, pour ne citer que ceux là, se sont attelés à des problématiques fondamentales : le logement, la faim, la pauvreté.... Dans une logique de lutte contre les exclusions, et de respect des droits fondamentaux de l'homme, ces deux personnages ont réussi à mobiliser, et à rassembler des hommes et des femmes autour d'une indignation. La solidarité, c'est aussi le bon sens, la capacité de s'indigner de ce que l'on ne voit pas, ou de ce que l'on ne veut pas voir.

Ces différentes pistes offrent des matériaux ouverts pour travailler sur la création d'une symbolique sur la solidarité. Mais plus qu'un travail de communication formelle, il s'agit sans doute plus, pour le groupe, d'un processus de construction partagée de divers symboles communs (voir ci-après sur dialogue).



Dans l'axe horizontal (*le syntagme*), trois dynamiques sont proposées :

- Les **solidarités humaines** : femmes et hommes, jeunes et vieux, blanc et noirs, valides et non valides... des êtres humains solidaires, *tout l'homme et tous les hommes*¹⁵
- Les **solidarités spatiales** : est/ouest, urbain/semi-urbain, liens entre les territoires (transports, fleuves, inter-communautés), des lieux solidaires, *l'agglomération carrefour du monde*
- Les **solidarités temporelles** : instants douloureux/instants festifs, spiritualités/concrétude, indignation/engagement (transcendance/immanence), des temps solidaires, *le phare et la portée*.

Autour de l'axe vertical (*le paradigme*), trois exigences sont affirmées :

- **la fête**, la solidarité non pas comme un pathos mais comme un eros, ou mieux une agapée
- la spiritualité, ou plus ouvertement **la transcendance**, le projet de l'homme qui transcende l'humain
- **le dialogue**, le processus de construction de l'intérêt général, de la démocratie participative

¹⁵ Expression de Jacques Maritain, reprise par Louis Joseph Lebret et popularisée à travers l'encyclique *Populorum Progressio*, dont il est le rédacteur principal en 1965.